RDC : report de l'élection présidentielle au 29 avril 2018

@rib News, 17/10/2016 â€“ Source Reuters La Cour constitutionnelle de RDC approuve un report de l'Ã©lection La Cour constitutionnelle de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) a annoncÃ© lundi qu'elle approuvait le report de l'Ã©lection prÃ©sidentielle qui Ã©tait thÃ©oriquement prÃ©vue pour novembre. Sa dÃ©cision autorise le prÃ©sident Joseph dont le second et dernier mandat expire le 19 dÃ©cembre, Ã rester dans ses fonctions. La cour avait Ã©tÃ© saisie par la Commission Ã©lectorale.Â

Une partie de l'opposition, l'Union pour la nation congolaise (UNC), s'est accordÃ©e ce week-end avec la coalition au pouvoir pour reporter l'Ã©lection Ã avril 2018. Le reste des partis d'opposition dÃ©nonce un projet visant Ã maintenir le prÃ©sident au pouvoir. SoupÃ§onnant le chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2001, de se prÃ©parer Ã solliciter un troisiÃ¨me mandat au mÃ©pris de la Constitution, ils ont appelÃ© Ã une grÃ¨ve nationale ce mercredi. Le mois dernier, des dizaines de personnes ont pÃ©ri Ã Kinshasa dans des manifestations contre un report du scrutin qui ont dÃ©gÃ©nÃ©rÃ©.Â Â RÃ©un Ã Luxembourg, les ministres des Affaires Ã©trangÃ¨res de l'Union europÃ©enne se sont entendus de leur cÃ´tÃ© pour que l'UE prÃ©pare des sanctions Ã©conomiques contre la RDC si les Ã©lections n'ont pas lieu l'an prochain. "Le report des Ã©lections n'est pas acceptable et j'espÃ¨re que ces Ã©lections pourront avoir lieu en 2017", a dit aux journalistes le chef de la diplomatie belge, Didier Reynders, dont le pays est l'ancienne puissance coloniale de la RDC. BBC Afrique, 17 octobre 2016 RDC : la prÃ©sidentielle fixÃ©e en avril 2018 Le "dialogue national" en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) a accouchÃ© lundi d'un accord reportant l'Ã©lection prÃ©sidentielle au 29 avril 2018. Ce rÃ©sultat est dÃ©noncÃ© d'avance par la majeure partie de l'opposition au prÃ©sident Joseph Kabila, qui a boycottÃ© ce forum. L'accord validÃ© lors d'une sÃ©ance plÃ©niÃ¨re Ã Kinshasa, lundi 17 octobre, prÃ©voit de maintenir dans ses fonctions, jusqu'Ã la date de l'Ã©lection prÃ©sidentielle, le prÃ©sident en exercice. M. Kabila, dont le mandat s'achÃ¨ve en dÃ©cembre prochain, est interdit par la Constitution de se reprÃ©senter. L'accord prÃ©voit la mise sur pied d'un nouveau gouvernement dirigÃ© par une personnalitÃ© de l'opposition. Vital Kamerhe fait figure de favori pour le poste de Premier ministre. Directeur de campagne de Jospeh Kabila lors de la prÃ©sidentielle de 2006, il a Ã©tÃ© Ã©cartÃ© de la majoritÃ© en 2008, alors qu'il Ã©tait prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale. Lundi, les ministres des Affaires Ã©trangÃ¨res des 28 pays de l'Union europÃ©enne, l'un des principaux bailleurs de fonds Ã©trangers de la RDC, ont appelÃ© de leurs vÅ“ux un "dialogue politique substantiel, inclusif, impartial et transparent" dans ce pays. Ils ont menacÃ© de prendre des sanctions contre Kinshasa dans le cas oÃ¹ la prÃ©sidentielle ne serait pas organisÃ©e "dans le dÃ©lai le plus court possible au cours de l'annÃ©e 2017".